

**Le Baromètre de
l'investissement
industriel en Afrique**

Informer et piloter la
transformation productive



BAROMÈTRE DE L'INVESTISSEMENT INDUSTRIEL EN AFRIQUE

Edition 2026

Le Baromètre de l'Investissement Industriel en Afrique : vers une lecture intégrée des transformations productives du continent

Depuis la crise financière mondiale de 2008, la question industrielle connaît un profond renouveau au niveau mondial. Alors que la décennie 1990–2000 avait consacré la primauté du marché et le désengagement de l'État productif, les années postérieures à 2008 ont vu se réaffirmer la légitimité d'une intervention publique ciblée. Les travaux récents du Fonds Monétaire International (*Industrial Policy Since the Great Financial Crisis*, Evenett et al., 2025) recensent plus de **34 000 interventions industrielles** dans 75 juridictions entre 2009 et 2023, dont **85%** à caractère réglementaire ou sélectif. Ce retour de l'« État stratège » résonne désormais au cœur des politiques des grandes puissances — États-Unis, Chine, Union européenne — comme des économies émergentes.

L'Afrique n'est pas en marge de cette reconfiguration. Portée par la convergence de la **Zone de libre-échange continentale (ZLECAf)**, du **Programme pour le développement des infrastructures en Afrique – Plan d'action prioritaire 2 (PIDA PAP2)** et de la **Vision 2063 de l'Union africaine**, le continent s'engage dans une nouvelle ère d'industrialisation intégrée. Pourtant, la valeur ajoutée manufacturière ne représente que **12,3% du PIB** (BAD, 2025), contre plus de 25% en Asie de l'Est lors de son décollage. Cinq économies — Afrique du Sud, Égypte, Maroc, Nigéria et Algérie — concentrent près de **45% de cette valeur ajoutée**, révélant une forte polarisation géographique. À l'échelle continentale, l'**Africa Industrialisation Index 2022 (BAD-UA- ONUDI)** indique néanmoins des progrès constants, avec une croissance moyenne de **2,5% par an** des capacités de production entre 2015 et 2022, portée par les industries agroalimentaires, les matériaux de construction et l'énergie. Les flux d'**investissements directs étrangers (IDE)** ont progressé de **8% par an entre 2021 et 2024**, mais 60% restent concentrés dans dix pays, tandis que la dépendance aux produits primaires perdure.

Comment passer d'une logique d'extraction à une logique de transformation productive, capable de générer des emplois durables, des recettes fiscales et des transferts technologiques ?

C'est à ce défi que répond le **Baromètre de l'Investissement Industriel en Afrique**, conduit conjointement par **WITBA Invest SA** et son partenaire **Trendeo**. Son objectif est double : fournir un outil empirique de **cartographie des flux d'investissement industriel** — en révélant leurs dynamiques sectorielles, géographiques et institutionnelles — et construire une **intelligence économique africaine souveraine**, fondée sur la mesure et la prospective, au service des décideurs publics et privés. En intégrant la logique corridor du PIDA PAP2, le Baromètre fait de l'infrastructure régionale le **noyau d'analyse territoriale**, évaluant la densité d'investissement par corridor et l'émergence de chaînes de valeur régionales.

La méthodologie du Baromètre 2026 repose sur le croisement de **trois bases de données primaires** : (i) la base « *Industries & Strategies* » de **Trendeo** recensant plus de 2 600 projets d'investissements industriels en Afrique sur la période 2016–2025, caractérisés par des variables clés telles que la localisation, le montant investi (en millions USD), le nombre d'emplois créés, le secteur (nomenclature ISIC affinée) et le phasage temporel, etc... ; (ii) la base des infrastructures PIDA PAP2 de l'**AUDA-NEPAD** cartographiant les corridors transfrontaliers stratégiques ; (iii) la base des Zones Économiques Spéciales (ZES) africaines issue d'Open Zone Map (Adrianople Group, 2024).

Après un traitement statistique rigoureux de la première base et la consolidation des trois bases de données, la méthodologie intègre d'abord une **analyse spatiale** rigoureuse visant à évaluer l'efficacité des infrastructures via une méthodologie d'alignement spatial. En géolocalisant précisément les usines et les ZES par rapport au tracé des corridors transfrontaliers du PIDA PAP2 par points de repère. Un projet industriel est considéré comme aligné s'il se situe dans un **rayon (buffer) de 50 km** autour d'une infrastructure majeure, correspondant à un rayon d'attractivité logistique retenu. Le résultat confirme que le « Double Ancre » est

le levier majeur de création d'emplois (**43,0% des projets s'agglomèrent à la fois autour d'un corridor et d'une ZES**).

Ensuite, afin de transformer ces données en leviers de décision et de dépasser les simples agrégats macroéconomiques, trois indices composites originaux ont été développés :

- **Indice de Diversification Industrielle (IDI)** : il mesure le degré de diversification des projets manufacturiers dans un pays ou une région. Il combine la *variété sectorielle*, le *dynamisme des projets* et l'*équilibre de la répartition via l'Indice de Shannon*. Il varie de 0 à 1.
- **Indice d'Attractivité Industrielle (IAI)** : il évalue la capacité d'un pays ou d'une région à attirer les investissements industriels étrangers. Il pondère à parts égales l'*impact économique* (volumes d'investissement rapportés au PIB) et la *qualité structurelle* (diversité des pays d'origine, des secteurs et part de projets Greenfield). Il varie de 0 à 1.
- **Indice d'Ancrage Productif (IAP)** : il mesure le degré d'intégration des projets industriels dans l'économie régionale. Il agrège le niveau de *sophistication et de transformation des projets* et leur *intégration verticale dans les chaînes de valeur régionales*. Il varie de 0 à 100.

Enfin, au-delà du suivi quantitatif, le Baromètre constitue un outil d'évaluation qualitative des projets industriels interrogeant leur contribution au développement territorial, leur soutenabilité environnementale et leur inclusivité sociale.

Cette dimension qualitative est opérationnalisée à travers une grille multicritères baptisée « Usine du Futur », structurée autour de six piliers : *flexibilité, numérisation, efficacité énergétique, efforts environnementaux, efforts sociaux et efforts territoriaux*.

Le Baromètre 2026 ne se limite pas à mesurer combien le continent capte ; il documente comment ces capitaux transforment durablement les territoires, intègrent les populations locales et limitent leurs empreintes environnementales.

La transformation industrielle de l'Afrique exige de dépasser les approches opportunistes pour bâtir des systèmes productifs complets. Le Baromètre 2026 émet des recommandations ciblées pour les trois acteurs clés du développement continental.

Pour les investisseurs privés internationaux.

L'Afrique offre un potentiel de rendement supérieur à la moyenne mondiale dans des secteurs ciblés : matériaux de construction, transformation agroalimentaire, engrais, énergies renouvelables industrielles, logistique portuaire, pharmacie générique, chimie de base. La demande structurelle est robuste et les marges significatives là où la substitution aux importations est réussie. Toutefois, l'approche opportuniste et extractive est de moins en moins viable. Les investisseurs qui réussiront s'inscriront dans des logiques de partenariat structurel — joint-ventures locales, co-investissement avec des institutions de développement, blended finance, intégration ESG réelle. *L'industrialisation de l'Afrique ne récompense pas les choix de court terme ; elle récompense la patience et l'engagement stratégique.*

Pour les entreprises africaines.

La compétitivité viendra de la capacité à structurer des chaînes de valeur complètes, à maîtriser les coûts énergétiques, à mutualiser les infrastructures et à s'inscrire dans des logiques régionales. Le modèle du « comptoir amélioré » s'épuise : l'avenir appartient aux transformateurs capables d'absorber la technologie, de monter en gamme et de sécuriser leur approvisionnement en intrants stratégiques.

Pour les décideurs publics africains.

Le continent ne manque pas de stratégies industrielles — il manque de discipline d'exécution et de cohérence systémique. Six priorités doivent être hiérarchisées :

- **Garantir une énergie fiable et compétitive** : diversification du mix énergétique, tarification différenciée pour l'industrie, investissements dans les réseaux.
- **Mutualiser les infrastructures industrielles** : parcs intégrés offrant services partagés (eau, déchets, logistique, télécoms) pour réduire le CAPEX initial.
- **Développer des corridors régionaux fonctionnels** : élimination des barrières non tarifaires, digitalisation douanière, synchronisation des investissements transfrontaliers.
- **Structurer des mécanismes de financement longs** : fonds souverains industriels, garanties publiques, marchés obligataires locaux.
- **Investir massivement dans la formation technique intermédiaire** pour constituer le capital humain indispensable à l'industrie moderne.
- **Harmoniser les normes au niveau régional** : agences communes de certification, standards de qualité et de sécurité partagés.

Plus fondamentalement, l'État africain doit assumer d'être stratège. L'industrialisation africaine devra intégrer la contrainte climatique dès sa conception — sous peine d'être pénalisée par les mécanismes d'ajustement carbone aux frontières européennes dans les années 2030. Elle devra également mobiliser la diaspora technique comme levier de transfert de compétences et articuler souveraineté productive et intégration globale.

En conclusion, en associant la rigueur quantitative des données d'investissement industriel et des analyses stratégiques de terrain, le Baromètre ambitionne d'être un instrument de pilotage à la hauteur des ambitions du continent : comprendre, anticiper et orienter les flux d'investissement qui façonneront l'Afrique industrielle de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et au-delà.

Le Baromètre ne décrit pas un continent en attente ; il décrit un continent en transition. La trajectoire n'est pas écrite. Elle dépendra de la capacité des acteurs publics et privés, africains et internationaux à comprendre que l'industrialisation n'est pas une succession de projets, mais la construction patiente d'un système. L'Afrique industrielle n'est pas une promesse abstraite. Elle élargit les horizons.

Pour le comité scientifique

Dr Harouna KABORE

Président de Witba Invest SA